

# Le MR veut un accord dans les trois entités

**Olivier Chastel** revendique, dans une interview au « Soir », la ministre-présidence wallonne pour son parti.

**E**n pleine crise politique francophone, le président du MR détaille dans une interview au *Soir* ses balises en matière de gouvernance.

Courtisés par le CDH, les libéraux veulent « laisser la meilleure chance à l'élaboration

*de solutions dans les trois entités fédérées. Je ne vois pas pourquoi on devrait se précipiter en Wallonie avec un seul siège de majorité »,* indique Olivier Chastel.

Si aucun accord n'est trouvé en Communauté française et à Bruxelles, il n'exclut pas de par-

ticiper uniquement à un gouvernement à Namur. Il lui semble d'ailleurs « logique » que le ministre-président wallon soit libéral, si un gouvernement devait se former « sur la base des discussions actuelles ». ■

## « Je ne vois pas pourquoi on devrait se précipiter en Wallonie »

► Olivier Chastel veut convaincre Ecolo et Défi, afin de tenter de composer des majorités alternatives en Wallonie,

à Bruxelles comme à la Communauté.

► Le président du MR pointe la ministre-présidence

wallonne pour son parti.

► Et nous donne ses balises en matière de gouvernance.

ENTRETIEN ■

**A**près quatre heures d'entretien avec Benoît Lutgen, entre 10 h et 14 h. Olivier Chastel a déjeuné rapidement avenue de la Toison d'Or, siège du MR,

il achève son café, lorgne sa mousse au chocolat, nous livre longuement son sentiment à ce stade de la « crise politique »...

**Quatre heures d'entretien avec Benoît Lutgen... Le nouveau programme de majorité est prêt ? En tout cas, c'est du sérieux, dirait-on.**

La logique était clairement d'évaluer toutes les possibilités d'un accord de majorité pour les trois entités fédérées. Avec le plus de partenaires possible. Puisqu'on sait que, mathématiquement, à part une courte avance en Wallonie, MR-CDH n'ont pas de majorité à la Fédération, encore moins à Bruxelles. Quant au contenu,

nous nous sommes préparés tout le week-end, et lundi, à une discussion exhaustive sur les compétences des entités fédérées.

**Ce qui donne à voir un programme de négociation signé MR ?**

Non. Dans toutes les matières, nous avons un certain nombre de questions, d'orientations, de lignes de force. Je me suis expliqué face à Benoît Lutgen avec un aide-mémoire de trois pages. Ce n'était pas une négociation, du genre : « Si tu veux ça, il faudra le

payer cher ailleurs... » Non, c'était un échange assez sympathique et ouvert. J'avais aussi besoin de voir si, dans son chef, il y avait une ouverture suffisante pour changer de cap.

**Verdict ?**

Je ne suis pas encore à l'heure du verdict. On a passé en revue toute la gouvernance et toutes les thématiques (lire ci-contre). Je dirais que sur la vingtaine de mesures globalement que les familles politiques mettent en avant en matière d'éthique et de transparence, il y en a quinze ou seize qui sont assez communes : conflit d'intérêts, réduction du nombre de mandats, rationalisation des structures...

**Le décumul parlementaire-fonctions locales ?**

Ma famille politique soutient l'idée du décumul au-delà de la gestion d'une ville de 50.000 habitants. C'est la règle européenne. Je ne suis pas fétichiste. Je suis ouvert à la discussion. Et je peux continuer à discuter de cela dans un cadre général. Pas maintenant dans l'absolu. Mais bien au moment où il faudra réfléchir à la constitution de nouvelles majorités, où tout sera sur la table. L'éthique et la gouvernance d'un côté, mais le reste aussi.

**Ecolo en fait un préalable : réglons la gouvernance, on parlera du reste ensuite...**

Je trouve que c'est faire peu de cas de la situation politique actuelle. Il est aussi urgent de régler les problèmes socio-économiques de nos concitoyens que de régler les problèmes, importants, de gouvernance et d'éthique.

**Irez-vous dans un gouvernement wallon s'il n'y a pas de gouvernement communautaire et bruxellois ?**

Je n'exclus rien. Je me suis montré disponible à l'ouverture faite par Benoît Lutgen. Je saisis l'opportunité de faire la politique différemment de ce qu'ils ont fait depuis 12 ans. Je veux, je l'ai dit, laisser la meilleure chance à l'élaboration de solutions dans les trois entités fédérées. Je ne vois pas pourquoi on devrait se précipiter en Wallonie avec un seul siège de majorité.

**Mais cela ne veut pas dire que vous liez les trois, ça.**

Non, je ne lie pas les trois. Nous, cela nous est tombé dessus cette affaire-là, lundi...

**Combien de temps vont durer les discussions ?**

Si j'avais la date des prestations des serments des ministres je vous la donnerais. Je n'ai pas de boule de cristal. Je suis prêt à travailler tout l'été sur le sujet, mais moins de temps cela durera, mieux ce sera, je pense, pour les décisions à

prendre dans les entités fédérées. Dans l'état où se trouvent, socio-économiquement parlant, la Wallonie et Bruxelles, on n'a pas le loisir de rester longtemps sans exécutifs avec des pleins pouvoirs.

**Une date-butoir ?**

Je ne veux pas donner de date-butoir parce que je veux donner le plus de chances possible à la capacité de régler les problèmes dans les trois entités. On doit se laisser le temps de convaincre suffisamment de familles politiques, afin de former ces gouvernements.

**Donc il faut « convaincre » Ecolo ainsi que Défi.**

Bon, je n'ai pas tiré la prise de ces gouvernements, mais je répète qu'il me paraît intelligent d'essayer de régler les problèmes des trois entités fédérées en même temps. Et de tout faire pour y arriver. Je ne sais pas si on aboutira à cela. Peut-être faudra-t-il constater que le problème bruxellois est plus important que les autres...

**Convaincre Défi, cela ressemble à une mission impossible...**

C'est vrai qu'Olivier Maingain a réagi très violemment à mes yeux, notamment parce qu'il reproche, j'imagine, à Benoît Lutgen d'avoir mis par terre trois exécutifs, dont l'exécutif bruxellois dans lequel il estime bien faire son boulot. Sa réaction est sans doute à la hauteur de sa déception. Ce qui est surprenant, c'est qu'il évoque le sort de M<sup>me</sup> Milquet. Alors qu'il y a dix jours, M<sup>me</sup> Milquet était l'une des parlementaires de la majorité bruxelloise en place au parlement régional... Cela ne posait pas de problème à Olivier Maingain jusqu'à dimanche passé. Soudainement, lundi, c'est devenu un problème majeur !

**C'est le CDH qui retire la prise et il mène discussions. Le petit parti. Vous allez reprendre la main ?**

Je pense que des querelles d'ego, c'est inutile de les ajouter à la dif-

ficulté du moment. Benoît Lutgen a fait un appel, c'est à lui à mesurer, après l'acte posé, si oui ou non il existe des solutions. Je prendrai mes responsabilités le cas échéant dans une phase ultérieure, si nous faisons partie de la ou des solutions. Dans une négociation poli-

tique, c'est souvent la famille politique le plus importante qui mène les discussions, et nous n'en sommes pas là.

**Le CDH et le MR se disent des choses très dures depuis 2014... Il faut savoir pardonner dans la vie.**

**Le ministre-président wallon sera libéral ?**

Si d'aventure des gouvernements devaient se former sur la base des discussions actuelles, cela semblerait logique.

**Aux trois niveaux ?**

Je ne revendique rien.

**Bruxelles ?**

Je ne vais pas vous faire la même réponse pour chaque niveau de pouvoir. Si d'aventure des gouvernements devaient se former, ce serait logique que le ministre-président soit libéral.

**Vous avez eu un contact avec Ello Di Rupo ?**

Oui et j'ai été très franc. C'est Benoît Lutgen qui a lancé l'appel, pas le PS. Donc je ne privilégie que le dialogue en réponse à l'appel de Benoît Lutgen, et je ne mène pas de négociations parallèles. Je n'ai pas tourné autour du pot.

**Le PS n'est pas « fréquentable » ?**

Je n'ai pas dit cela. Vous ne m'entendez pas dire cela. Je réponds à l'appel de Benoît Lutgen, et ce n'est pas pour mener en parallèle un autre dialogue. Ce n'est pas parce que je pose des exclusives, mais c'est parce que c'est la logique. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPE  
BERNARD DEMONTY

## les balises du MR Gouvernance, école, fiscalité...

**Suppression des provinces.** « On est prêts à avancer. Peut-être faudra-t-il phaser l'opération. Dans un premier temps, on pourrait ne plus procéder à une élection à part entière des conseillers provinciaux. Ce sont des conseillers communaux qui siègeraient à l'échelle de la province. La province doit-elle garder sa capacité

financière ? Son autonomie fiscale ? Ou bien cela reviendra aux communes, ou aux Régions ? C'est un dossier compliqué. A mon avis, on votera normalement aux provinciales en 2018. C'est une réforme de longue haleine. J'ajoute que pour supprimer les provinces, il faut une

majorité spéciale : aujourd'hui, le PS est hostile à cette réforme, et il a plus d'un tiers des députés en Wallonie... »

**Décumul parlementaire/ fonctions locales.** « D'aucuns montent en épingle cet aspect de la gouvernance, mais ne voit-on pas que, quel que soit le scandale

depuis six mois, pas un élément n'est lié à cette problématique ? De plus, ce cumul est régulé en Wallonie pour 75 % des parlementaires. Le cumul financier est régulé lui aussi, à tous les niveaux, avec le plafond de 150 % du traitement de base du parlementaire. Non, quel a été le problème dans les scandales ? Des

mandataires locaux ont triché en multipliant des mandats qui pouvaient ne pas être considérés, au sens strict, comme des mandats publics.

Cela étant, nous voulons avancer. Comme sur le décomul intégral pour les villes de plus 50.000 habitants, je suis ouvert à la discussion pour la règle des 150 %, qui, selon moi, doit comprendre en tout cas tous les mandats publics, parapublics, dérivés, dans les filiales, etc. »

#### Réduire les structures publiques.

« S'il y a un fil rouge dans ce que j'ai explicité devant le président du CDH, c'est bien celui-là : la réduction drastique du nombre de structures, de mandats, de mandataires publics. Je ne m'impose quasiment aucune restriction en la matière. Ce qui n'est pas le cas pour Ecolo et le CDH. Non, moi, je n'ai aucune restriction. En Wallonie par exemple, cela vise, entre autres, le logement social, les TEC, les outils économiques et finan-

ciers. »

#### Fusionner communes et CPAS.

« Nous sommes favorables à la fusion communes-CPAS. Pourquoi faut-il encore des élus secondaires - les conseillers CPAS - dans toutes nos communes ? On pourrait dédier à la tâche des conseillers communaux. Dans les contacts que nous avons eus ces derniers jours, j'ai constaté que certains sont opposés à cela. Même chose pour des mécanismes qui encourageraient la fusion de communes. Ou encore - c'est une recommandation de la "commission attentats" - l'encouragement à la fusion des zones de police bruxelloises. »

#### Moins de conseillers communaux.

« Nous n'avons aucun tubou - j'en ai relevé ces derniers jours dans mes rencontres avec Ecolo et avec le CDH - sur la réduction du nombre de conseillers communaux, d'un tiers, à Bruxelles et en Wallonie, hormis les petites villes. Exemple : il n'y aurait plus que 33 conseillers à Charleroi, au lieu de 51 actuelle-

ment. A Bruxelles, il faudrait aussi diminuer le nombre d'échevins, au moins un par commune. On peut aussi réduire le nombre de députés au parlement bruxellois. »

#### Une « fourchette » pour les rémunérations privées.

« Nous sommes favorables à la règle européenne : livrer l'ensemble des rémunérations publiques, et lister les rémunérations privées avec une "fourchette" qui permet la transparence mais qui maintient une certaine confidentialité. »

#### Pacte d'excellence.

« C'est positif d'avoir consulté les acteurs de l'enseignement, mais on ne voit pas bien quelles sont les priorités, et quel est l'ordre des priorités. Ni quels sont les moyens financiers disponibles. Et un point m'interpelle : l'allongement du tronc commun d'enseignement, jusqu'à 15 ans au lieu de 14 ans. Un jeune en difficulté ou en décrochage scolaire aurait tout intérêt à "shifter" dans les filières qualifiantes, qui abou-

tissent souvent à des formations, lesquelles débouchent sur un emploi. »

#### Réforme fiscale.

« J'ai quelques éléments en tête en matière d'adaptation de droits de succession, de droits d'enregistrements, trop lourds en Wallonie. Il y a aussi des choses à faire en fiscalité automobile. La Wallonie est l'une des dernières Régions où vous n'avez pas une véritable incitation à acheter des véhicules d'une qualité environnementale élevée. »

#### Emploi.

« Les réalités sont très différentes en Wallonie et à Bruxelles, mais que ce soit pour le Forem ou pour Actiris, il faut se poser la question de l'efficacité de ces organes. En Wallonie, 15 % des demandeurs d'emploi bénéficient d'un suivi personnel, 50 % ont au maximum un diplôme secondaire, et le bilan du Forem sur le nombre de demandeurs d'emploi suivis est en régression constante ces cinq dernières années... » ■

D.Cl et B.Dy